



Valère Bessala propose sept prétextes pour expliquer pourquoi il est inapproprié d'organiser des élections locales après la présidentielle de 2025.

L'ancien administrateur civil et Guide du parti Jouvence, craint que la colère du peuple contre le régime et le Président Paul Biya ne se traduise par un échec électoral et un changement politique.

L'homme politique estime également que le Président ne peut pas gagner sans éliminer les candidatures potentiellement dangereuses et qu'il doit garder le contrôle de la succession pour éviter toute déstabilisation.

Enfin, Valère Bessala pense que les élections locales avant la présidentielle risquent de perturber les plans de succession et de laisser le dauphin en situation délicate.

Lire la réflexion de Valère Bessala :

REPORT PROGRAMMÉ DES ÉLECTIONS LOCALES APRÈS LA PRÉSIDENTIELLE DE 2025.

Les 13 prétextes inavoués de Paul BIYA._

Par BESSALA Valère Bertrand

Administrateur Civil._

Prétexte n°1

La colère du Peuple.

*On ne demande pas le renouvellement de la confiance à un Peuple qui est aux abois. Il faut le calmer par des mesures fortes et des faveurs impressionnantes pour qu'il consente à octroyer une réélection. Si rien n'est fait dans ce sens et dans des temps qui lui permettent une *digestion politique de ces faveurs avant l'élection,* le spectre de l'échec prendra définitivement corps. Et cela, BIYA en est conscient.*

*Le niveau de pourrissement avancé de l'État, la stagnation socioéconomique et l'indifférence inerte et complice du Président de la République ont fini de décupler la colère du Peuple. Prêt à exploser, il est désormais habité d'une *prise de conscience politique sans précédent. Malgré la distraction* *tenace* et entretenue dans le milieu du football, il s'est résolu à une ruée perceptible dans les inscriptions sur les listes électorales. Objectif, sanctionner ce régime et si possible cet Homme du 06 Novembre 1982 qui semble se plaire et se complaire à voir souffrir son Peuple sous *les actes et les comportements malfaisants* d'une petite engeance d'individus auxquels il a donné un décret.*

*Organiser des élections locales sous un climat social tendu serait donc un risque prononcé pour l'amorce d'un grand basculement Politique qui ferait *perdre le contrôle de l'appareil* au Président de la République.*

Prétexte n° 2

Perdre en février c'est perdre en Octobre.

*Il ne serait pas politiquement prudent d'organiser avant la présidentielle des élections locales à l'issue desquelles *ses collaborateurs seront vomis* ou du moins leur écrasante majorité. Un échec entraînant un autre, ce rejet du peuple risquerait de prospérer en effet domino sur les élections d'Octobre 2025 qui sont celles d'un seul homme. Le Président de la République lui-même.*

Prétexte n° 3

Perdre en Octobre c'est sortir par la honte.

Si BIYA veut se présenter à nouveau en 2025, il doit s'assurer que toutes les conditions sont réunies pour qu'il l'emporte haut-la-main.

*Pour cela il se doit d'amenuiser ou au pire d' *éliminer toute candidature valeureuse* qui pourrait efficacement entraver le chemin de sa réélection. Il est désormais un secret de polichinelle que si la *situation de désordre du pays* venait à rester en l'état jusqu'en 2025,*

*BIYA n'a pas de véritable chance de la remporter à nouveau. *Le Peuple est prêt à faire front et bloc* par tous les moyens, même les plus violents.*

Prétexte n°4

Garder le contrôle de la succession.

*Organiser des élections locales avant la présidentielle reviendrait à ouvrir la voie et la voix à de nombreuses perturbations et nuisances dans ses *plans de contrôle du dauphinat.* Le fait que certaines de ses créatures reprennent des mandats avant lui pourrait leur pousser des ailes pour l'indisposer par des alliances secrètes et parallèles visant à se fédérer autour de *dauphins fabriqués* qui ne seront pas son choix. Son âge avancé restera ainsi un facteur rassurant pour eux dans leur prise de distance politique contre lui.*

Prétexte n°5

Laisser la Main Politique au successeur.

*Organiser avant la présidentielle des élections locales que le parti au pouvoir n'est pas certain de remporter dans une majorité confortable, c'est *exposer le potentiel dauphin après 2025 à une vie politique abrégée* ainsi qu'à des blocages institutionnels qui pourraient même aboutir à un renversement.*

*La logique voudrait donc que, *soit il reprend l'élection* lui-même puis cède la suite au dauphin qui organisera ses propres cartes aux élections locales suivantes en 2026, *soit il abdique* après avoir éliminé tout challenge fort à la compétition présidentielle et donc son dauphin candidat évident l'emporte et se taille les élections locales suivantes à la dimension de ses ambitions.*

Prétexte n°6

Occir toute la classe dirigeante.

*BIYA doit partir avec au moins 80% de l'establishment politique. Quitter la tête de l'État, reviendra ipso facto à *imposer une retraite politique à de nombreux caciques* qui l'ont jusqu'ici accompagné depuis 1982 et même avant.*

*Organiser des locales avant la présidentielle reviendrait à entraver profondément ce dessein. Car beaucoup de caciques pourraient par leur (re)élection dans les communes et à l'Assemblée nationale *manquer au rendez-vous de retrait définitif de leurs générations* de la scène et du paysage politiques.*

Prétexte n°7

Mettre en germination une nouvelle classe politique.

*Les désordres de ce septennat 2018-2025 auront permis de *disqualifier de nombreux caciques*

*du régime. * En même temps, ces *moments de grand flou politique* auront permis la préparation et l'émergence de nouvelles énergies et figures à partir desquelles le Cameroun qui vient après BIYA pourrait se fonder et se bâtir.*

Renvoyer les élections locales...
